



Association des métiers et expertises  
Pour le «TRES HAUT DEBIT»

Réf. ARCEP/CREDO/130503

Paris, le 15 mai 2013

**Objet : Consultation publique ouverte du 3 avril au 15 mai 2013**

**Dégroupage : Perspectives d'évolution**

Travaux préparatoires au quatrième cycle d'analyse de marché du haut et du très haut débit

**Question 1 :** Les acteurs sont invités à faire part de leurs commentaires ou analyses quant aux incitations au dégroupage mises en place dans le cadre des analyses des marchés.

Le CREDO se félicite globalement des conditions mises en place par l'ARCEP pour permettre l'arrivée des opérateurs alternatifs en dégroupage partiel ou total, favorisant ainsi la concurrence. Aujourd'hui, 86,3% de la population française peut bénéficier d'offres à haut débit, ce qui place notre pays dans le peloton de tête des états membres de l'Union européenne. Cependant, ce taux important de couverture a été atteint en dégroupant la boucle locale cuivre de France Télécom sur seulement 40% du parc de NRA, les plus importants et les plus rentables, là où les opérateurs ont pu compenser leurs coûts fixes d'installation par un grand nombre potentiel d'accès clients. Il faut aussi noter que ce résultat a été atteint grâce à l'investissement des collectivités territoriales par le biais des RIP.

**Nous regrettons que le dégroupage s'inscrive uniquement dans une logique quantitative et économique et que l'approche « aménagement du territoire » n'ait pas conduit la démarche.**

**Question 2 :** Les acteurs sont invités à faire part de leurs commentaires ou analyses quant à l'action des RIP en matière de dégroupage.

L'aspect très positif est que l'action des RIP a permis d'accélérer le processus de dégroupage des NRA. La collectivité intervient en relais lorsque les conditions de marché ne sont pas réunies pour créer une appétence suffisante des opérateurs de services sur leurs fonds propres. C'est donc en grande partie grâce aux réseaux d'initiative publique que des NRA sont aujourd'hui dégroupés.

**Cependant, la création de près de 1 900 NRA-ZO illustre bien l'effort des collectivités territoriales pour supprimer les zones blanches et apporter les meilleurs services à tous leurs administrés. Mais le faible nombre de NRA-ZO dégroupés (300) montre les limites de la solution et met en évidence que le montage proposé n'incite pas les opérateurs à s'installer dans le nouveau point d'injection. En fait, le critère déterminant paraît bien être la taille du NRA, et les opérations d'aménagement numérique portées par les RIP concernent essentiellement les territoires les moins denses, dotés des plus petits NRA et des SR les plus petits et les plus éloignés. L'offre PRM est venue corriger les plus gros défauts du NRA-ZO en apportant une incitation financière pour les opérateurs dégroupes et en « opticalisant » le tronçon NRA/NRA-MeD qui lui permet d'être bien adaptée au traitement des zones suburbaines, ne répond pas bien à notre avis, par la lourdeur de l'opération, engendrée, partagée sur peu d'abonnés, aux zones rurales.**



Association des métiers et expertises  
Pour le «TRES HAUT DEBIT»

**Question 3 :** Les acteurs publics sont invités à faire part, en termes généraux, de leurs intentions et stratégies en matière de dégroupage ou de montée en débit, en particulier dans le contexte de nouvelles priorités telles que le déploiement de réseaux FttH.

Depuis plus de 10 ans le CREDO oriente ses travaux autour de l'aménagement numérique du territoire : Territoires Numérique (2004), Développement des réseaux à très haut débit (2007), Les conditions pour que la montée en débit sur cuivre ne soit pas un frein au déploiement du FTTH (2011) et le guide de mise en place des réseaux d'accès FTTH

(2012). Comptant parmi ses membres des entités publiques et leurs conseils, le CREDO se permet d'apporter sa vision :

**Pour le CREDO, le réseau cible satisfaisant à tous les critères techniques de pérennité, de disponibilité, de qualité et de richesse des services offerts s'appuiera impérativement sur un même réseau d'accès en fibre optique, FTTH pour les particuliers et les professionnels, FTTO pour les entreprises et les grands sites publics. Ce réseau sera capable de supporter les évolutions tendanciennes et inéluctables des usages et des débits. Dans ce contexte, le CREDO considère qu'il est important d'inscrire les opérations de montée en débit, quelle que soit la technologie retenue, comme autant d'étapes transitoires avant la mise en œuvre de solutions à très haut débit sur fibre optique. Toute autre approche, qui pourrait avoir un intérêt à court terme mais risquerait de freiner, voire de mettre un coup d'arrêt au caractère prioritaire du déploiement des réseaux d'accès fibre optique, est à proscrire. Cela nécessite que les collectivités fassent des choix éclairés que seule une bonne connaissance des solutions possibles peut leur permettre de faire.**

**Dans les derniers travaux du CREDO sur la montée vers le très haut débit nous aidons les collectivités territoriales à se poser les bonnes questions et à analyser des critères objectifs et pertinents comme :**

- **est-elle apte à satisfaire les besoins des utilisateurs, résidentiels ou professionnels, dès aujourd'hui et pour les années qui viennent ?**
- **est-elle adaptée à l'environnement démographique et topographique du territoire ciblé ?**
- **est-elle économiquement acceptable ?**
- **prépare-t-elle convenablement l'arrivée de la fibre jusqu'à l'abonné ?**

**Question 4 :** Les acteurs sont invités à commenter, corriger ou compléter cette typologie des moyens, déjà utilisés ou encore à mettre en place, afin d'étendre la couverture du dégroupage.

Le CREDO se félicite des leviers mis en place par l'ARCEP et par les collectivités territoriales pour favoriser le dégroupage de NRA de plus en plus petits :

- répartition des coûts du dégroupage,
- optimisation des processus, notamment par la mutualisation de certaines infrastructures,
- financements publics,



*Association des métiers et expertises  
Pour le «TRES HAUT DEBIT»*

Néanmoins, le CREDO regrette que toutes les pistes des filières mono/bi-injection évoquées dans les précédentes consultations publiques de l'ARCEP sur la Montée en débit n'aient pas été étudiées complètement et expérimentées. Elles auraient probablement permis de diminuer les coûts d'investissement des collectivités territoriales tout en augmentant le taux de dégroupage.

**Question 5 :** Les acteurs sont invités à commenter le constat fait par l'ARCEP d'un ralentissement du rythme de l'extension du dégroupage.

Comme le constate l'ARCEP, le nombre de NRA dégroupés évolue à la baisse. De plus en plus, les opérateurs sont confrontés à un problème de rentabilité des investissements qui rend problématique le dégroupage des 8 980 NRA restants.

**La taille moyenne des NRA à dégroupier étant de 500 lignes (taille d'un PM FTTH), on peut se demander s'il ne serait pas judicieux d'inciter les collectivités territoriales à passer directement à la technologie très haut débit sur fibre.**

**Question 7 :** Les acteurs sont invités à commenter ces évolutions de l'offre LFO, les éventuelles insuffisances de cette nouvelle offre, et les effets qui en sont attendus sur la poursuite du dégroupage.

**Le CREDO propose d'unifier les tarifs LFO et RIP à l'échelle d'un territoire**